

## Motion Mayotte

Mayotte, département le plus pauvre de France, est marqué régulièrement par des manifestations de la population contre la vie chère, les inégalités et surtout ces dernières années contre les violences à travers différents collectifs et de nombreux droits de retrait dans les établissements scolaires.

Aujourd'hui, quiconque vit à Mayotte ne peut échapper à l'insécurité. Les services publics en particulier l'école n'arrivent pas à absorber les 10 milles naissances par an. L'explosion démographique est une réalité. Les élus locaux ne font pas les investissements nécessaires pour cette jeunesse par exemple pour les constructions scolaires et le périscolaire. Certaines sont condamnées pour corruption mais cela n'est quasiment jamais dénoncé.

L'État a failli également. Que de promesses non tenues en termes de développement économique, social et pour la sécurité. Beaucoup de communication sur la lutte contre l'insécurité mais les investissements ne sont pas à la hauteur des enjeux pour les services publics, en particulier l'école et l'hôpital, pour la jeunesse. Pourtant c'est indispensable si on veut donner un avenir au 101<sup>e</sup> département français.

L'appel d'air est un mythe, un argument trop longtemps brandi pour ne rien faire. Il faut au contraire traiter la question de l'immigration à la racine. Au lieu de chercher à renvoyer tous les jours les migrant·es en situation irrégulière dans leur pays d'origine, sans que cela ne règle aucun problème, ne serait-il pas temps de changer de politique ? Le défi doit être pour Mayotte celui d'une politique ambitieuse de co-développement économique, social, culturel, environnemental avec l'ensemble de la région du canal de Mozambique et au-delà. L'État doit permettre à tous les jeunes de pouvoir partir étudier en dehors de Mayotte au lieu de les contraindre à rester sur le territoire après l'obtention du baccalauréat.

La pénurie d'eau continue, des coupures régulières. Au plus fort de la crise, c'était jusqu'à 2 voire 3 jours avec les risques sanitaires que cela peut entraîner. Elle va sans doute durer étant donné que les travaux nécessaires n'ont pas été faits.

Beaucoup de collègues contractuel·es se sont retrouvés·es sans salaire ou juste une partie de leur salaire. Des retards dans le paiement des indemnités continuent.

Les personnels doivent faire face de plus en plus à des chef·fes d'établissement qui abusent de leur pouvoir, menacent les collègues jusqu'au retrait de salaire.

Croire en l'Éducation est la meilleure arme pour développer Mayotte.

Exigeons des mesures d'attractivité pour Mayotte :

- l'augmentation d'au moins 20 points du taux de majoration des salaires ;
- la déconjugalisation de l'ISG (indemnité de sujétion géographique) ;
- l'IRCANTEC pour les contractuels ;
- le passage de toute l'académie en REP+ ;
- l'avantage spécifique d'ancienneté (ASA) ;
- et un plan d'urgence pour la jeunesse et les services publics de Mayotte.